

*Émanations d'automobiles—Normes*

**M. Kilgour:** Ce n'est pas notre perspective et vous le savez.

**M. Blaikie:** C'est celle à laquelle le parti conservateur est assujéti. Personne n'en disconvient—du moins pas ceux qui connaissent un peu ce parti.

Les pays d'Europe de l'Est, qui ne sont pas motivés par les bénéfices, continuent à faire passer la production avant tout. C'est l'équivalent communiste des bénéfices, puisque la productivité passe avant la protection de l'avenir et de l'environnement. Chaque fois que l'objectif de la production en vue de réaliser des bénéfices passe avant la protection de l'environnement et de notre avenir commun, il faut repenser notre façon d'aborder les questions économiques.

Nous reposons sur une bombe écologique à retardement. Elle se compose de différents facteurs comme les pluies acides, les milliers de pesticides et insecticides et autres produits chimiques qui polluent notre environnement, ou la qualité des eaux des Grands lacs. Au lieu de s'attaquer à ce problème critique et de chercher à renverser cette tendance, nous parlons des objectifs économiques à court terme des gouvernements et des sociétés. C'est ce manque de prévoyance qui nous mènera à l'anéantissement si nous ne nous resaisissons pas.

Je voudrais vous raconter une histoire que j'ai déjà racontée au comité. Le député de Parry-Sound-Muskoka (M. Darling) doit se souvenir que j'ai raconté cette histoire à la Conférence internationale sur l'environnement, à Nairobi, à laquelle nous avons assisté. La plupart des problèmes écologiques auxquels nous nous heurtons ont une dimension géométrique, une croissance exponentielle. Il faut très peu de temps à un problème mineur pour devenir très grave. Que les députés imaginent un étang qui prend 28 jours à se couvrir de feuilles de nénuphar. Chaque jour la superficie que couvrent les feuilles double jusqu'au 27<sup>e</sup> jour où la moitié de l'étang reste à découvert. Il faut agir avant que tout l'étang ne soit recouvert, mais certains estiment qu'il n'y a pas urgence puisque la moitié de l'étang est encore découverte. Mais le 28<sup>e</sup> jour l'étang tout entier sera recouvert. Le problème de l'environnement est analogue. Nous ne savons pas, au sujet de la qualité de l'eau des Grands lacs, si nous en sommes au 25<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup> ou 27<sup>e</sup> jour. Nous ne savons pas où nous en sommes par rapport aux pluies acides. Mais c'est la nature du problème et il incombe à un gouvernement responsable de passer immédiatement à l'action.

[Français]

**M. Charles Hamelin (Charlevoix):** Monsieur le Président, il me fait plaisir d'intervenir aussi sur cette motion qui, je pense, part d'un bon sentiment. Il s'agit d'une motion qui touche à l'environnement et nous en sommes tous très sensibles. Je pense que c'est l'un des sujets qui, actuellement, secoue l'ensemble de l'opinion canadienne.

J'estime, toutefois, monsieur le Président, que, contrairement à ce que plusieurs ont affirmé, le leadership de notre gouvernement s'est déjà manifesté dans ce domaine.

Est-il utile de rappeler, monsieur le Président, que dernièrement, notre collègue, le ministre fédéral de l'Environnement (M<sup>me</sup> Blais-Grenier) signait avec plusieurs ministres provinciaux de l'Environnement un accord qui vise à réduire considérablement les émissions polluantes de nos régions.

D'autres ont fait de cette question de l'environnement, comme le dernier intervenant, une question politique. On a voulu en faire une question politique. Évidemment, comme d'aucuns l'ont souligné, notre société s'en vient de plus en plus réglementée. Je pense qu'il faut absolument développer des mesures incitatives. Il faut absolument sensibiliser la population canadienne à la nécessité de protéger son environnement. C'est ce sur quoi nous travaillons activement et ces questions, ce débat, nous donnent l'occasion d'informer davantage nos contribuables. Je fais partie d'une circonscription où, justement, nous avons une qualité de vie absolument . . .

**Le président suppléant (M. Charest):** A l'ordre! L'heure réservée à l'étude des initiatives parlementaires est maintenant écoulée.

• (1800)

## MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office, en conformité de l'article 45 du Règlement.

LA CULTURE—LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES. B) LE NIVEAU DU FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL

**Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood):** Monsieur le Président, mon intervention porte sur les compressions budgétaires dans le domaine des arts et de la culture. L'un des aspects les plus troublants que j'ai signalés dans plusieurs questions, c'est l'élément de surprise, la trahison, dont le secteur des arts et de la culture a été victime.

Évidemment, quand les conservateurs étaient dans l'opposition, ils tenaient des discours qui étaient à l'opposé de leurs actions d'aujourd'hui. Ils reprochaient au gouvernement libéral de ne pas être assez généreux envers les arts et la culture, de ne pas les soutenir suffisamment. Au cours de la campagne électorale, l'actuel premier ministre (M. Mulroney), qui était alors chef de l'opposition, a répondu à une lettre qu'il a reçue concernant la politique en matière d'arts et il a exposé la position officielle de son parti. Cette lettre, datée du 21 août 1984, est adressée à Paul J. Reynolds de l'Association professionnelle des théâtres canadiens. Je voudrais lire certaines des promesses que le premier ministre, alors chef de l'opposition, a faites pendant la campagne électorale, de sorte que nous puissions juger les restrictions dans le domaine des arts et de la culture par rapport aux promesses qui avaient été faites. Voici un passage de cette lettre:

Tout d'abord, nous procéderons à des consultations complètes avec le secteur culturel sur les possibilités à exploiter et les dangers à éviter. Il y a des occasions, comme l'augmentation de la production d'émissions canadiennes par des compagnies artistiques, que l'actuelle politique fédérale n'a jamais permis de saisir . . . Notre engagement à stimuler la croissance, à garantir l'aide fédérale par des organismes et des conseils indépendants, à encourager des nouveautés dans le domaine du développement du cinéma et des émissions télévisées visera à placer la politique culturelle plus haut dans l'ordre des priorités.